

Dépenses publiques : augmentation des transferts

Les interventions directes et indirectes de l'État se sont élevées, en 2007, à plus de 9 milliards d'euros.

Les dépenses des collectivités territoriales alsaciennes ont augmenté de 2 %.

L'évolution des dépenses d'équipement varie sensiblement selon le type de collectivités territoriales.

Les interventions financières directes de l'État en Alsace se sont élevées en 2007 à 5,5 milliards d'euros¹ dont près de 30 % au titre des dotations et compensations versées aux collectivités territoriales alsaciennes et 19 % au titre des pensions

Dépenses réelles totales des collectivités locales en 2007

Collectivités locales	Dépenses 2007 (en millions d'euros)	Évolution 2006-2007 (en %)
Région Alsace	728,4	4,8
Département du Bas-Rhin	941,1	4,3
Département du Haut-Rhin	637,2	6,2
Ensemble des Départements	1 578,3	5,1
Communes de 10 000 habitants et +	1 087,6	-3,4

Source : Trésorerie Générale

civiles et militaires. Par ailleurs, de façon indirecte, l'État intervient pour des montants estimés à 3,6 milliards d'euros dont 64 % au titre d'allègements fiscaux (1,6 milliard d'euros) et d'exonérations de charges sociales (644 millions d'euros²) et 36 % au titre des dépenses payées par divers organismes publics intervenant pour son compte² ; les plus significatifs d'entre eux couvrent les domaines de l'emploi, de la recherche et de l'enseignement supérieur et de la santé.

Au total, les interventions directes et indirectes de l'État se sont élevées à plus de 9 milliards d'euros en 2007, tout type de dépenses confondu.

Concernant les collectivités territoriales alsaciennes, les dépenses réelles totales³ qui étaient stables en 2006, approchent en 2007 les 3,4 milliards d'euros, avec une croissance contenue de 2,1 %.

Dépenses directes de l'État en 2007

Titres	Dépenses payées en 2007	
	En millions d'euros	En %
Dépenses de personnel	2 377,1	43
Dépenses de fonctionnement	150,5	3
Dépenses d'investissement (1)	45,2	1
Dépenses d'intervention (2)	275,0	5
Ensemble	2 847,8	52
Dotations aux collectivités territoriales	1 598,0	29
Pensions	1 045,0	19
Total	5 490,8	100

(1) L'État mène une politique de plus en plus partenariale qui le conduit à s'associer aux différents projets sous forme de subvention, sans distinguer entre fonctionnement et investissement.

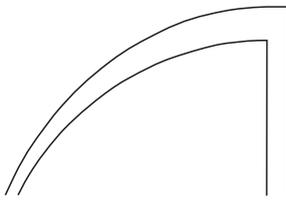
(2) Les dépenses d'intervention concernent notamment les politiques en faveur de l'inclusion sociale, de la vie de l'élève et de l'étudiant, du handicap et de la dépendance.

Source : Trésorerie Générale

¹ Ces dépenses concernent les paiements effectués pour la région par les Trésoriers-payeurs généraux (TPG) du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ainsi que certaines opérations effectuées par d'autres TPG, mais concernant l'Alsace, et qui ont pu être territorialisées : police nationale, douanes, concurrence et fraude.

² Source : SGARE Alsace, *Les interventions financières de l'État en Alsace 2007*.

³ Ces dépenses reprennent les charges de fonctionnement, les dépenses directes d'équipement, l'annuité en capital de la dette et les subventions d'équipement versées par les Départements et la Région.



Cette évolution globale révèle néanmoins des disparités entre collectivités.

Pour la Région et les deux Départements, la progression a été plus lente que sur l'exercice précédent (+5 % contre +7,7 %). En effet, les hausses des charges de fonctionnement ont été partiellement compensées par la contraction, pour certaines collectivités, des dépenses d'investissement (équipement direct plus subventions d'investissement versées).

En revanche, les villes alsaciennes ont vu leurs dépenses décroître légèrement (-3,4 %) grâce à la stabilité de leurs charges courantes et au sensible recul des annuités de dettes en capital.

Impact des dépenses de personnel et des transferts

Pour ce qui concerne l'État, entre 2006 et 2007 et pour un même périmètre de dépenses, les dépenses de personnel (2,4 milliards d'euros) ont diminué de 1,3 %. En matière de fonctionnement, la baisse a été plus significative (-10,4 %) mais elle porte sur un montant considérablement inférieur (150 millions d'euros). Les pensions civiles et militaires versées

Dépenses de fonctionnement en 2007

Collectivités locales	Dépenses de fonctionnement 2007 (en millions d'euros)	Évolution 2006-2007 (en %)
Région Alsace	451,9	19,2
Département du Bas-Rhin	626,5	8,5
Département du Haut-Rhin	437,1	8,4
Ensemble Région et Départements	1 515,5	11,5
<i>dont charges de personnel</i>	231,8	43,2
<i>dont subventions</i>	1 043,1	8,2
Communes de 10 000 habitants et +	726,6	0,5

Source : Trésorerie Générale

ont augmenté de 4,4 %.

Par ailleurs, les dotations et compensations affectées aux collectivités territoriales sont en hausse de 6,2 %, en raison, notamment, des nouvelles compétences transférées en 2007. Elles représentent ainsi presque 30 % des interventions financières directes de l'État.

En parallèle, les dépenses de fonctionnement des grandes collectivités (Région, Départements et villes de 10 000 habitants et plus) ont enregistré une hausse de 7,7 % en 2007, contre 6,2 % au niveau national.

Mécaniquement, les transferts de compétences relatifs à l'acte II de la décentralisation ont entraîné une

augmentation des dépenses de fonctionnement de la Région (+19,2 % dont +130 % pour les charges de personnel). Dans une moindre mesure, les Départements ont vu évoluer ce type de charges dans le même sens (+8,5 %), par le biais des dépenses de personnel en forte hausse (+28,2 %). Celles-ci s'expliquent par la poursuite du transfert des techniciens et ouvriers de service (TOS), mais aussi des fonctionnaires des directions départementales de l'équipement en charge du réseau routier national. L'évolution des carrières des personnels participe aussi à cette croissance de la masse salariale.

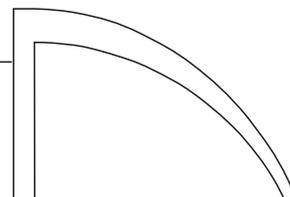
Les subventions de fonctionnement (aides à la personne principalement avec le RMI et autres aides sociales pour les Départements ; entretien des lycées et subventions pour les transports pour la Région) représentent toujours les deux tiers des dépenses de fonctionnement, charges de personnel comprises. Ces subventions continuent de progresser en volume (+12,8 % pour la Région et +6,2 % pour les Départements), mais à un rythme légèrement inférieur à celui de 2006, le périmètre d'action de

Dépenses directes d'équipement en 2007*

Collectivités locales	Dépenses directes d'équipement 2007 (en millions d'euros)	Évolution 2006-2007 (en %)
Région Alsace	65,6	-21,1
Département du Bas-Rhin	96,5	11,9
Département du Haut-Rhin	81,2	6,6
Ensemble des Départements	177,7	9,4
Communes de 10 000 habitants et +	264,6	11,6

* La distinction entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement reste encore très affirmée dans le secteur public local, même si la technique du crédit-bail se généralise et commence à atténuer la portée de la distinction.

Source : Trésorerie Générale



ces collectivités étant désormais constant.

En revanche, les charges de fonctionnement des villes alsaciennes de 10 000 habitants et plus restent toujours stables, à hauteur des années précédentes.

Évolution contrastée des dépenses d'investissement

L'évolution des dépenses directes d'équipement en 2007 varie sensiblement selon le type de collectivités territoriales.

Les Départements ont accru leurs efforts d'investissement (+9,4 %), notamment suite au transfert de compétences relatif à l'entretien de la voirie, mais aussi en raison de dépenses dynamiques en matière de culture, sport et loisirs (transfert de propriété du Haut-Koenigsbourg au 1^{er} janvier 2007, notamment). Il est à relever que la hausse a été beaucoup plus sensible dans le Bas-Rhin (+11,9 %) que dans le Haut-Rhin (+6,6 %).

A l'inverse, la Région a fait une pause en 2007 en ce qui concerne ses dépenses directes (-21,1 % contre -12,6 % en 2006) qui reviennent à un niveau légèrement inférieur à la moyenne enregistrée sur l'ensemble des régions de France (hors Corse et Île-de-France) : les travaux relatifs aux transports (lignes TGV...) et aux lycées ont été moins importants sur cet exercice. Ces deux compétences sont toutefois

à l'origine des deux premiers postes de dépenses de la collectivité.

Comparé à 2006, les villes de plus de 10 000 habitants ont investi davantage (+11,6 %) : la moitié de cette progression résulte des investissements réalisés par la ville de

Strasbourg (musée historique, place Kléber, écoles maternelles...).

Xavier RZEPKA
Anne SCHNEIDER
Trésorerie Générale
du Bas-Rhin

Tendances 2008

En 2008, les interventions directes et indirectes de l'État s'élèvent à 9,6 milliards d'euros.

Avec 5,7 milliards d'euros, les dépenses directes restent relativement stables.

Plus de 30 % de ce montant sont consacrés aux dotations des collectivités territoriales. Sur un périmètre identique à 2007, ces dernières ont progressé de 1,4 %. Les pensions civiles et militaires (19 % des dépenses directes) sont en augmentation de 3,8 %.

En parallèle, les dépenses indirectes de l'État sont estimées à 3,9 milliards d'euros dont 41 % au titre d'allègements fiscaux (1,6 milliard d'euros) et 19 % au titre d'exonérations de charges sociales (752 millions d'euros¹). Les 40 % restants représentent les dépenses payées par divers organismes publics pour le compte de l'État¹.

La Région Alsace a stabilisé ses dépenses d'équipement direct et de fonctionnement, malgré la progression encore importante des charges de personnel (+12,9 %). Globalement, les dépenses régionales ont même enregistré un léger recul dû à une baisse des subventions d'investissement versées.

Les deux Départements ont enregistré des évolutions contrastées. Si au niveau du fonctionnement, la croissance des dépenses s'est légèrement ralentie dans les deux collectivités, les dépenses d'équipement direct ont fortement progressé dans le Haut-Rhin (+39 %) alors qu'elles sont contenues dans le Bas-Rhin (+0,8 %).

Les villes de 10 000 habitants et plus semblent parvenir à maintenir la progression de leurs charges de fonctionnement, tout comme les années précédentes.

Les dépenses directes d'équipement devraient rester proches des valeurs de 2007, avec peut-être un léger recul. Au total, les dépenses de ces collectivités ne devraient pas connaître de grands changements.

Toutes collectivités confondues, l'ensemble des dépenses a progressé plus sensiblement que les années précédentes (+3,7 %, contre +2,1 % en 2007 et -0,2 % en 2006), tiré par le département du Haut-Rhin (+11,2 %) qui a fortement investi, et dans une moindre mesure celui du Bas-Rhin (+7,5 %).

¹ Source SGARE Alsace Les interventions financières de l'État en Alsace en 2008